



# Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne  
Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse  
<http://www.dgfip.cgt.fr/31/>  
[cgt.dr31@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.dr31@dgfip.finances.gouv.fr)

Toulouse, le 4 décembre 2020

## Un plan social sans précédent aux Finances publiques, c'est un service public affaibli

Nous l'avons constaté dans la récente période, le service public est le garant d'une continuité de l'État en période de crise, encore davantage qu'au quotidien.

Aux Finances publiques, en période pandémique, ce service public a permis et permet le versement rapide du fonds de solidarité ou le traitement des nécessaires délais de paiement pour les entreprises, tout en assurant les autres missions essentielles qui lui sont dévolues.

**En réponse à cette situation, le ministère des Comptes publics et la direction générale des Finances publiques prévoit pour 2021 la suppression de 1 800 emplois, ce qui revient à rayer de la carte les effectifs d'un département comme la Haute-Garonne. Cela porte les suppressions à 20 000 postes sur les dix dernières années, un gigantesque plan social...**

Et tout cela dans le plus grand silence, alors même que les gouvernements qui se sont succédés sur cette période ont fait semblant de s'émouvoir quand une entreprise privée décidait de licencier 500 salariés. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ...

Pourtant, le rôle de l'administration des Finances publiques est essentiel.

Les suppressions d'emplois aux Finances publiques, cela implique :

- moins de service public puisque moins d'accueil du public (accueil physique, téléphonique, mails) ;
- moins de qualité du service rendu ;
- moins de présence territoriale ;
- une prise en compte des publics fragiles détériorée par un recours au « tout numérique » ;
- moins de lutte contre la fraude fiscale.

**La fraude fiscale, c'est par ricochet, des impôts supplémentaires qui se reportent sur l'ensemble de la population.** Dans un monde où l'austérité budgétaire et la diminution de la dette sont l'alpha et l'oméga sur le plan économique, il faut être conscients que la fraude fiscale pénalise encore et toujours la grande masse de la population. Moins de rentrées fiscales, c'est moins d'hôpitaux, moins d'écoles, des routes moins bien entretenues ... Il s'agit d'une orientation politique qui vise à servir les intérêts de quelques-uns, bien souvent les mêmes qui ont bénéficié de la suppression de l'ISF.

Le besoin de services publics de proximité est porté depuis deux ans par le mouvement des citoyens « gilets jaunes » et le manque de moyens de l'hôpital public, notamment en matière de réanimation, a été un obstacle majeur à une gestion sereine de la pandémie.

La disparition des emplois, c'est aussi moins de contrôles des budgets des collectivités locales et établissements publics locaux (recettes, dépenses, marchés publics ...).

Nous constatons également (et les usagers de nos services également) que **notre réseau et nos applications informatiques sont souvent inopérants du fait de l'investissement faible dans ce domaine depuis des années.**

**En Haute-Garonne, au cours des trois prochaines années, 180 suppressions d'emplois sont encore programmées, soit 10 % de l'effectif. Dès 2021, ce sont 53 suppressions d'emplois qui interviendront, dans une période où d'importantes restructurations vont impacter nos services.**

Dans le même temps, notre directeur s'épanche dans les media sur la qualité et l'intérêt pour les contribuables que constitue le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et le paiement des impôts, amendes, factures des collectivités locales de moins de 300 euros chez les buralistes alors que ces dispositions visent en fait à « éponger » les suppressions d'emplois.

**La CGT Finances publiques revendique qu'enfin soit posée la question de l'augmentation des recettes de l'État, et que cesse le diktat unique et permanent de la baisse de la dépense publique, qui conduit la population à de plus en plus de précarité dans tous les domaines de la vie sociale.**

**Contacts Presse :**

**Jean-Marc SERVEL 06 81 60 89 03**

**Daniel AUTHIER 07 70 94 82 21**